



**Club des Vigilants**  
*Apprivoisons l'avenir*



# Vigilances n°119

## Printemps 2018

### Sommaire

---

EDITORIAL : Invitation au débat .....	3
L'AVENIR DE LA DEMOCRATIE .....	4
Notre dame de la gouvernance .....	4
Jean-Paul Delevoye : Pour une nouvelle démocratie délibérative .....	5
Partout la démocratie est menacée, mais... ..	8
La société de l'invective .....	9
VIVRE ENSEMBLE .....	10
Combien de Français pas vraiment Français ? .....	10
Julien Damon : Vouloir «zéro SDF» impliquerait d'être moins permissif .....	11
La fin de la domination masculine, symptôme de la métamorphose des sociétés .....	13
VIGILANCE NUMERIQUE .....	15
Une matinale du Club sur la protection des données de santé le 21 mars. ....	15
Vigilance numérique : le retour de la puissance publique .....	15
Nozha Boujemaa et les algorithmes : les outils de la vigilance sont en chantier ..	19
Et aussi sur clubdesvigilants.com .....	22

LE MONDE ET NOUS .....	23
Huber Védrine : Quelle(s) puissance(s) dans un monde semi-chaotique ?.....	23
Après les troubles en Iran.....	26
U.S. Trade Policy: Clearing the Brush – or Pulling up Stakes? .....	28
Comment les Européens imaginent le budget de l'Union européenne.....	31
ECONOMIE-FINANCES-ETHIQUE .....	32
Ce que le Bitcoin nous dit des valeurs de notre époque. ....	32
Débat sur le bitcoin.....	33
Dette de l'Etat et patrimoine des Français : l'idée à débattre de France Stratégie	34
Commentaires .....	36
Changement climatique : marché ou long terme il faut choisir .....	37
Débat : le salarié doit-il devenir un actif comptable de l'entreprise ? .....	40
Ethique et économie continue .....	42

## Editorial : Invitation au débat

---

L'été dernier, juste après l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République, nous écrivions qu'il nous semblait capital « que la France parvienne à sortir ou à commencer à sortir de ses blocages pendant les cinq années qui ont déjà commencé » et nous proposons, en ces termes, d'en faire l'axe des travaux du Club des Vigilants : « **La France a une chance à saisir. Que pouvons-nous faire pour l'aider ?** »

Faute de pouvoir creuser tous les sujets qui mériteraient de l'être, les membres du Club en ont choisi deux sur lesquels se sont constitués **deux groupes de travail : le numérique et les migrations.**

Sans oublier évidemment toutes les opportunités économiques qu'ouvre le numérique, le groupe « **Vigilance numérique** », animé par **Anne Beaufumé et Jean-François David**, s'intéresse plus particulièrement aux enjeux de cohésion sociale (la « fracture numérique »), aux enjeux démocratiques (promesses des civic techs et menaces des fake news) et aux enjeux éthiques et de liberté individuelle. Comme en témoigne le premier texte écrit par Jean-François Soupizet pour le groupe et les débats avec les invités, les questions de régulation y tiennent une place importante pour le moment.

Hésitant encore sur un nom qui traduirait mieux la manière dont il aborde un sujet Ô combien délicat, le groupe « **migrations** », animé par **Bernard Bougel et Pascale Carle**, a résolument décidé de mettre l'accent non pas sur le flux des migrants arrivant mais sur les questions de non acceptation/non intégration que posent les migrants devenus Français et leurs descendants.

Membres et amis du club, vous êtes évidemment tous invités à participer à ces débats soit en réagissant sur le [www.clubdesvigilants.com](http://www.clubdesvigilants.com), soit en prenant contact avec un des référents des groupes de travail.

**Le bureau du Club : Philippe Bois (Président), Anne Beaufumé,  
Bernard Bougel, Pascale Carle, Jean-Claude Hazera**

---

## L'avenir de la démocratie

---

### Notre dame de la gouvernance



Dans le long feuilleton Notre-Dame-des-Landes, l'accueil réservé à la décision gouvernementale d'abandonner le projet n'est pas le moindre des enseigne-

ments : aux trois-quarts les Français l'ont plébiscitée ! Quelques points séparent les sondés de « droite » ou de « gauche » mais **les clivages traditionnels (autorité/laxisme, économie/écologie) n'ont pas fonctionné** comme lors du référendum local (55/45). Personne n'imagine pour autant que les Français ont adhéré en masse aux méthodes radicales du zadisme.

Plus profondément, la décision a conforté **deux tendances de fond que les politiques devront apprendre à concilier** : un désir de décisions claires, régaliennes, voire princières (celle-ci vient contre une expression du suffrage universel) et une volonté de pouvoir participatif, résurgence des résistances populaires et locales aux décisions de l'élite et des institutions centrales. Elles sont une trame, toujours vivace, de l'histoire de France dont Jean Nicolas, dans *la Rébellion française*, a analysé les permanences. La toute nouvelle édition du *Baromètre de la confiance politique* du CEVIPOF vient d'ailleurs rappeler la profondeur de la méfiance du peuple envers les élites.

Ce mix vertical/horizontal est inédit. Il est un nouveau signe du **basculement de l'âge technocratique à celui de la foule d'internet**. L'efficacité du premier fut remarquable mais son credo – les problèmes sont trop complexes pour être discutés avec les intéressés – n'a plus cours démocratique. La foule a toujours pensé que son ancrage dans la réalité et le local valait mieux qu'une vue conceptuelle à distance, **l'âge digital lui offre désormais les outils de**

**son émancipation.** Elle peut rêver que réseaux sociaux, civic techs et labs en tous genres ne laisseront aucune opinion personnelle ou locale ni aucune créativité ignorées. La puissance publique, bienveillante sous nos contrées, a commencé à s'y adapter : une Commission Nationale du Débat Public veille désormais à *nous* donner la parole lors de l'élaboration des grands projets d'aménagement. Aucune évaluation ne permet encore de dire la qualité de la participation et des contributions, ni même si les débats résistent à l'entrisme des intérêts sectoriels et des lobbys.

Raymond Aron enseignait que « la politique est action et que l'efficacité est la loi de l'action » : cette vérité traverse les âges. **La foule n'imposera pas un pouvoir participatif total car il serait inefficace dans la décision mais sa pluralité de points de vues relativise constamment le travail des corps techniques et des institutions intermédiaires qui alimentent et légitiment la décision publique.** A l'âge digital l'équilibre entre sachants et manants est rompu. Collectivement nous devons inventer une nouvelle gouvernance des décisions publiques, efficace et démocratique.

Philippe Bois

## Jean-Paul Delevoye : Pour une nouvelle démocratie délibérative

Par goût et par expérience, Jean-Paul Delevoye est un observateur privilégié des évolutions de fond qui traversent le fonctionnement de notre société. En 2010, frappé par l'expérience qu'il vivait de médiateur de la République, il était venu au Club des vigilants parler de « La République en danger ». Il a depuis été président du Conseil économique, social et environnemental et occupe aujourd'hui la fonction de haut-commissaire à la réforme des retraites (après avoir présidé la commission nationale d'investiture aux législatives d'En Marche !).

« **Comment faire société ?** » est sans doute la question centrale autour de laquelle ont tourné ses propos le 3 octobre dernier, au cours des échanges avec les participants à une matinale du Club des vigilants.

Comment redonner aux gens « la gourmandise du futur » ?  
« Comment imaginer un futur collectif » ?

Comment « retrouver le sens du collectif dans notre société moderne où l'on ne peut pas laisser l'individu seul face à la flexibilité et un futur incertain » ?



Comment éviter dans le monde des réseaux sociaux et autres big data la montée d'un esclavage moderne d'autant plus redoutable

que ce sont les esclaves qui mettent eux-mêmes leurs mains dans les menottes ?

L'enjeu crucial : comment éviter la « manipulation » des esprits et faire en sorte que l'acceptation sociale des décisions politiques (sans laquelle on ne peut les mettre en œuvre aujourd'hui) se fasse sur des convictions et pas sur des émotions ? Car si « l'acceptation se fait sur des convictions, c'est quelque chose de solide, si elle se fait sur des émotions, c'est quelque chose qui peut balayer la stratégie la plus intelligente. »

Il s'agit pour lui d'enclencher, non pas une démocratie participative, à laquelle il ne croit pas (« on vous demande votre avis mais si vous ne l'avez pas construit, vous allez réagir par émotion »), mais une **démocratie délibérative** où, après avoir fait émerger les questions des citoyens, on les confronte aux idées des élites et on organise des débats, des forums citoyens, tout ce qui permet de « laisser aux gens la possibilité de se construire une conviction ». Pour lui, « Il va falloir que nous réfléchissions aux moyens de la société de se réapproprier des débats pour servir le leader politique et ne pas se laisser enfermer par la classe politique qui tue le débat dès qu'il est ouvert ». La plupart du temps on « tue le débat » en le position-

nant sur les conséquences des décisions et pas sur leurs objectifs, renforçant de ce fait « la défense des intérêts et non pas la défense de la cause ». Il faut avoir « l'obsession de la question politique », sinon « vous êtes en permanence sur des débats politiques, sur les conséquences et les intérêts ».

Il prône ainsi une véritable « conduite du changement ». Car aucune réforme ne peut être faite si l'opinion n'est pas prête à la recevoir (« Il n'y a pas un agriculteur qui sème une graine sur un terrain qu'il n'a pas préparé. Or aujourd'hui les politiques, par l'accélération du temps, prennent une décision, la balance sur un sol qui souvent est aride et s'étonnent que la graine ne germe pas. Il faut préparer l'opinion à recevoir une question, et à se nourrir de cette question »). **Il faut inscrire les réformes dans une temporalité nouvelle.** Une première phase indispensable est celle de la « pédagogie des enjeux » sans laquelle aucun débat (phase 2) n'est possible. Ensuite du débat émerge généralement la décision, et, phase essentielle pour lui et trop souvent négligée, il s'agit d'accompagner la décision. Car « la conduite du changement est aussi importante que le cap du changement ».

Anne Beaufumé

**À lire et à voir également sur [clubdesvigilants.com](http://clubdesvigilants.com)**

L'intégralité du compte rendu et l' [enregistrement video](#).

### **Commentaire**

L'alliance des lobbies marchands et du politique, dont on voit l'expression caricaturale aux Etats-Unis, est un grand danger pour la démocratie. Elle donne un visage totalitaire au libéralisme et débride totalement la puissance de la technique, qui est, elle-même, aux mains de lobbies. Oui, il faut redonner sa place à l'humain dans la démocratie. Mais s'agit-il d'inventer un nouvel humanisme ou de réhabiliter le vieil humanisme de Montaigne (pas le think tank, l'ami de La Boétie).

Olivier Haertig

## Partout la démocratie est menacée, mais...



Europe, Etats-Unis, partout la désaffection des citoyens pour la démocratie est inquiétante. Sur [boulevard-exterieur.com](http://boulevard-exterieur.com), un site consacré aux questions internationales, Thomas Ferenczi rend compte de la présentation à Sciences-Po Paris, le 25 janvier, d'un ouvrage collectif sur le sujet réalisé par plusieurs politologues, sous la direction de Dominique Reynié, sur la base d'une grande enquête d'opinion dans 26 pays.

Seules 20% des personnes interrogées, en moyenne, font confiance aux partis (18% chez les moins de 35 ans, 25% chez les plus de 60 ans). 36% vont jusqu'à dire qu'un homme fort serait une bonne chose pour leur pays. Sur toutes ces questions, les jeunes sont encore plus critiques que leurs aînés, sauf aux Etats-Unis où les jeunes Américains semblent échapper à cette « érosion générationnelle ».

Faut-il s'inquiéter de ces tendances, qui traduisent, comme le dit Jacques Rupnik, « un phénomène transeuropéen, voire transatlantique » et dont la naissance, selon Dominique Reynié, peut s'expliquer, entre autres, par la chute du communisme, par l'attentat du 11 septembre 2001 ou par l'échec du référendum européen de 2005 ? Oui, sans doute, puisqu'elles nourrissent, pour reprendre l'expression de Dominique Reynié, « l'hypothèse d'un dépérissement démocratique ». Pourtant, la « désillusion » qu'elles manifestent vis-à-vis des démocraties peut aussi être interprétée comme l'expression d'un rapport plus critique au système démocratique et d'une aspiration à plus de démocratie. Parce qu'elles sont de plus en plus éduquées, souligne Anne Muxel, les nouvelles générations sont de plus en plus exigeantes et leur insatisfaction est peut-être le signe d'un attachement à des valeurs qu'elles estiment bafouées. Leurs revendications seraient ainsi, comme le note Marc Lazar, à la croisée de la contestation de la démocratie et de la recherche d'une autre démocratie.

## La société de l'invective



Qu'y-a-t-il de plus respectable que l'opinion d'une personne ?

En cette période troublée - elle l'est depuis longtemps -, certaines personnes détiendraient la vérité. Il y aurait ceux qui savent et ceux qui sont dans l'erreur et, qui plus est, dans l'erreur absolue. A l'aune de cette situation des murs et des frontières se construisent, séparant les "bien-disants" de la frange "mal-pensante" de la population. **On ne cherche plus à comprendre l'autre, on le pourfend et le renvoie à son infamie.** On ne débat plus, on critique et on calomnie la personne au lieu d'en considérer les idées. On ne répond plus aux questions, on les élude et on s'acharne à ne pas y répondre. La confusion règne alors et le « bashing » opère à plein.

Peu nous importent les faits, peu nous importent les conséquences ; le faible ou le fort trop visible sont les maillons d'une chaîne à réduire, je dirais même à détruire, au plus malin et au plus fourbe de s'en sortir.

Et les valeurs dans tout cela ? Et bien il n'y en a plus ou bien alors localisées dans un « cloud » opaque et inaccessible, noyées dans les déchainements des surenchères médiatiques où valorisations personnelles et économiques sont confondues. Le « hold-up » est à la mode et le « fair-play » bien loin des terrains des jeux, la mauvaise foi tient le haut de l'affiche et cela semble en apparence ne gêner personne.

Il est grincheux et il a mal au foie allez-vous conclure ... peut-être, mais peut-être pas !

Voltaire aurait dit : « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai jusqu'au bout pour que vous puissiez le dire ». On a encore bien du travail avant d'en arriver là !

Jean-Luc Heinrich

## Vivre ensemble

---

### Combien de Français pas vraiment Français ? Les chiffres qui obligent à réfléchir.

Combien de Français d'origine étrangère ne se sentent pas complètement Français ? Parce qu'ils sont éternellement considérés comme « d'origine asiatique, africaine, maghrébine ». Ou parce qu'ils n'ont pas envie de s'intégrer. Ou pour ces deux raisons réunies qui se nourrissent l'une l'autre. Difficile d'être précis. On peut seulement soupçonner que ce nombre trop important fait peser de graves dangers sur la société française. C'est pourquoi un groupe de travail du Club a décidé de creuser la question depuis l'automne.

**Faute de chiffrer directement la « non intégration » on peut cerner l'ampleur de la population à risque.** Elle devient chaque jour plus importante car ce danger de non intégration concerne autant sinon plus les descendants d'étrangers que les immigrants.

C'est la statistique des naissances qui annonce l'avenir. En France la natalité reste plutôt dynamique, en léger repli: 803 405 bébés en 2000 et encore 783 640 en 2016. Mais **pendant ces seize années la part des enfants nés de deux parents eux-mêmes nés en France a diminué** et ne représente plus que 69,1% du total. Sur la même période **la proportion des enfants dont au moins un parent est né à l'étranger a progressé vivement et est passée de 22,4% à 30,9%**. Presque un sur trois. Et la très grande majorité de ces parents nés à l'étranger ne viennent pas de l'Union Européenne.

**Il ne s'agit plus de savoir si on veut vivre avec ces Français dont l'histoire est différente de celle des citoyens « de souche », mais comment on veut vivre ensemble.**

J-C H pour le Groupe migrations

Pour contribuer à ce groupe contacter

[bernard.bougel@clubdesvigilants.com](mailto:bernard.bougel@clubdesvigilants.com) ou [pascale.carle@gmail.com](mailto:pascale.carle@gmail.com)

## Julien Damon : Vouloir «zéro SDF» impliquerait d'être moins permissif



C'est bien de se donner comme objectif d'avoir zéro Sans Domicile Fixe en France, but qui semble désormais faire consensus chez les politiques.

« C'est un appel à réformer » les politiques menées dans ce domaine. **En adoptant un tel objectif, l'État s'oblige à « vérifier si l'action est efficace » et à en mesurer les résultats.** Mais, pour que la perspective ainsi tracée ait un sens, **il faudrait une politique européenne de l'immigration** (ou une fermeture des frontières), **il faudrait être capable de mieux mesurer le nombre de SDF et il faudrait envisager « d'empêcher les gens de dormir dehors » - sous entendu « interdire »** - en passant outre au « foutez-moi la paix » souvent entendu par les équipes de maraude qui tentent de leur venir en aide. Tel a été en substance le point de vue défendu le 2 février devant le Club des vigilants par **Julien Damon, sociologue, spécialiste des politiques d'aides aux plus démunis et auteur de plusieurs ouvrages sur le sujet\***.

La France n'a pas à rougir des moyens qu'elle consacre à ces populations. **On est passé d'un budget inexistant au début des années 80 à une dépense d'environ 3 milliards d'euros par an aujourd'hui.** Le préfet d'Ile-de-France estime que 100 000 personnes sont hébergées dans la région tous les soirs. En termes de capacité d'accueil et de moyens, la France se compare très favorablement aux autres pays européens estime Julien Damon. En revanche, malgré deux grandes études de l'INSEE, elle mesure mal cette population selon des critères reconnus par tous qui permettraient d'évaluer le progrès ou l'aggravation. D'où l'intérêt d'opérations comme **"la Nuit de la Solidarité"** qu'organisait la **mairie de Paris le 15 février au soir, en faisant appel à des volontaires, pour tenter une photographie**

**de la situation.** Julien Damon pense d'ailleurs que l'amélioration de la situation passe par une plus grande implication des collectivités locales. Cela dit, compter les SDF, qui ne sont pas toujours visibles sur l'espace public, c'est comme chercher une aiguille dans une meule de foin, explique-t-il. Le plus difficile étant d'être sûr d'être certain qu'il ne reste pas d'aiguille dans la meule...

Pour lui il ne fait aucun doute que **la présence d'un grand nombre d'étrangers migrants parmi les SDF d'aujourd'hui est devenue une composante essentielle de la problématique.** Calais n'a pas de solution sans coordination européenne. Sans même parler des demandeurs d'asiles ou migrants économiques extra européens, il y a aussi des déplacements de SDF européens à l'intérieur de l'Europe. Il cite les « Allemands », ces déboutés du droit d'asile en Allemagne que l'on retrouve dans le centre d'accueil créé à Paris, mais aussi des Polonais qui viennent en France bénéficier d'une attitude générale plus permissive à l'égard de ceux qui vivent dehors que dans leur pays.

Historiquement, on est passé en France de la politique répressive du vagabondage, totalement tombée en désuétude vers la fin des années 1970, à la permissivité actuelle qui fait qu'on ne réprime même pas, assure-t-il, l'utilisation des enfants pour la mendicité, alors qu'elle reste un délit. Certains pays comme le Danemark pénalisent à nouveau la mendicité tandis que le Royaume-Uni interdit strictement tentes et campements dans la rue. Julien Damon a parfaitement conscience du débat que soulèverait une politique plus coercitive, mais elle est, à son avis, le corollaire inévitable d'un objectif « zéro SDF », et permettrait estime-t-il de venir au moins en aide à ceux qui sont malades et/ou souffrent de graves problèmes psychologiques. C'est-à-dire un sur trois.

\* Julien Damon, Exclusion : vers zéro SDF ? La Documentation française, 2017.

Jean-Claude Hazera

**À voir sur [clubdesvigilants.com](http://clubdesvigilants.com)**

L'enregistrement [vidéo](#) des débats ou des extraits.

## La fin de la domination masculine, symptôme de la métamorphose de nos sociétés



Le « **texte des 100 femmes** », publié dans le Monde le 9 janvier par un collectif de femmes pour manifester leur opposition « féministe » à l'égard du mouvement #MeToo (en France #BalanceTonPorc), est très **symptomatique de la période de transition, parfois difficile, que nos sociétés traversent**. C'est ce qu'Alain de Vulpian, auteur de **ELOGE DE LA METAMORPHOSE. EN MARCHÉ VERS UNE NOUVELLE HUMANITE\***, qualifierait « d'avatar de la métamorphose ». Pour mieux comprendre ce phénomène, voici, tel quel, **un texte rédigé en octobre dernier pour le troisième « Carnet de la Métamorphose »** édité par le groupe de chercheurs-veilleurs travaillant autour d'Alain de Vulpian sur le repérage des « signaux faibles » (et parfois forts...) de cette métamorphose\*\* :

**"La fin d'une société dominée par le genre masculin ? Merci Twitter !**

Les échos médiatiques de « l'affaire Weinstein » sont un peu à l'image de l'effet du bruissement d'aile de papillon décrits par Lorenz...

Avec la véritable traînée de poudre du hashtag #BalanceTonPorc sur twitter (c'est le titre d'un article du "Parisien" consacré à Harvey Weinstein - "A Cannes, on l'appelait le porc" - qui a inspiré la journaliste lanceuse du hashtag en France) et la médiatisation du phénomène qui a suivi dans les médias « classiques », on sent bien qu'on assiste à une sorte de saut de conscience collective, où l'intelligence collective (vision partagée...) a été favorisée par les réseaux sociaux, jouant ici à plein leur rôle de caisse de résonance.

Avec la « dénonciation » par des milliers de femmes d'histoire de harcèlement dont elles ont été victimes, le phénomène est apparu dans sa cruelle « banalité » : peu de femmes pour s'étonner...

Et le phénomène devient mondial, dans ce sens où il touche le Maghreb, l'Amérique du sud, l'Asie...\*\*\* C'est un nouveau signe du changement d'ère que l'on est en train de vivre.



Pour Idriss Aberkane\*\*\*\*, que l'on est tenté de suivre, la « réception populaire de toute évolution » passe par trois étapes : elle est perçue comme ridicule, puis comme dangereuse, puis...devient une évidence. Il cite souvent à l'appui de cela le cas du vote des femmes de la fin du XIXe avec les suffragettes jusqu'au droit accordé au XXe... Si on pense à la notion d'égalité homme-femme, on est en ce moment en train de parvenir lentement mais sûrement à la dernière étape. Certains (tous ceux que ce hashtag et sa propagation ont « révoltés »...) en sont encore à l'étape 2, ils « refusent » donc (argument économique-juridiques à l'appui : « si c'est comme ça, je ne vais plus embaucher aucune femme » ou encore « c'est de la délation, c'est honteux ! ») mais ils risquent vraisemblablement d'être débordés par l'évidence : qu'est-ce qui peut, aujourd'hui, justifier la supériorité de l'homme et donc sa domination (ici sexuelle) sur des femmes 'non consentantes' ?"

Anne Beaufumé

### À lire également

\*Alain de Vulpian, *ELOGE DE LA METAMORPHOSE. EN MARCHÉ VERS UNE NOUVELLE HUMANITE*, Editions Saint-Simon, 2016 . Prix de l'Essai de l'Académie française 2016.

\*\* Lire aussi sur le même sujet (elle parle de « contre-mouvement ») [l'interview de Christine Bard](#), spécialiste de l'histoire du féminisme, publiée dans le Monde le 11 janvier.

\*\*\* Lire : <http://www.slate.fr/story/152684/mouvements-balancetonporc-metoo-exportent>.

\*\*\*\* Voir [idrissaberkane.org](http://idrissaberkane.org)

## Vigilance numérique

---

### Une matinale du Club sur la protection des données de santé le 21 mars.

La maîtrise des données de santé par les citoyens constitue un véritable enjeu pour le futur de notre "société numérique".

A deux mois de la mise en application en France du fameux RGPD ([Règlement général sur la protection des données](#)), nous recevons en partenariat avec le Cercle Vivienne, think tank spécialiste des questions de santé, une experte du sujet : Valérie Peugeot, membre de la CNIL depuis 2016 en tant que commissaire, en charge avec le juge Alexandre Linden du secteur santé.

Thème de son intervention: "**Nouvelles sources, nouveaux intermédiaires, nouveaux usages : que deviennent nos données de santé ?**"

Compte rendu et vidéos bientôt sur [www.clubdesvigilants.com](http://www.clubdesvigilants.com)

### Vigilance numérique : le retour de la puissance publique

Prenant conscience de la domination des grandes entreprises du numérique, la puissance publique réagit, notamment en Europe. Moment clé. Comment réguler sans entraver? Telle est la substance de la **contribution très documentée écrite pour [le groupe Vigilance numérique du Club des vigilants](#) par Jean-François Soupizet**. En voici quelques extraits.

(...) Pour l'essentiel, dans une logique libérale, la puissance publique en Europe a favorisé le développement technologique et s'est assurée de ne pas freiner l'essor d'un secteur dont on attendait tant en matière de croissance et d'emploi. Et les grands bénéficiaires en

ont été les géants du numérique qui ont conquis le monde en quelques décennies. Face à cette domination, **nous voilà fascinés à nous demander ce que nous n'avons pas su voir ou ce que nous n'avons pas pu faire**. Et dans le même temps nous découvrons les dérives dans les usages des technologies et des services qui nous sont désormais accessibles. (...)

Dans ce contexte, il est intéressant de voir comment **l'Union Européenne et les Etats membres réagissent** et comment la puissance publique s'engage dans la reconquête d'un certain nombre de prérogatives dans une évolution qui est désormais visible et revendiquée. Au niveau communautaire, l'action en la matière s'appuie sur la création du **Marché Unique Numérique Européen, l'une des priorités annoncées dès l'entrée en fonction du Président Juncker** et qui porte sur les compétences communautaires en matière



d'harmonisation des marchés au sein de l'Union.

En **matière fiscale** par exemple, les pratiques d'optimisation ont permis aux géants du numérique de jouer sur la concurrence frontale entre les pays européens pour attirer les investis-

seurs. Cependant, en octobre 2017, **la Commission européenne a exigé la restitution au Luxembourg des aides indues touchées par Amazon et le recouvrement par l'Irlande de 13 milliards de taxes auprès d'Apple**. Et fait significatif pour l'avenir, les propositions de la Commission européenne dans le paquet du Marché Unique Numérique européen visent à une imposition juste et efficace qui devrait reposer sur la taxation dans le pays où se crée la valeur. La France de son côté, envisage des mesures unilatérales transitoires, dans l'attente des décisions européennes.

En **matière de concurrence**, les entreprises du numérique ont conquis des positions dominantes et même monopolistiques. La puissance de Google, qui règne sur les moteurs de recherche et capte, avec Facebook, une très large part des recettes de la publicité en ligne, lui vaut d'être régulièrement mis en cause pour abus de posi-

tion dominante. A l'été 2017, le groupe s'est vu infliger **une amende de 2,42 milliards d'euros par la Commission européenne.**



La protection des données à caractère personnel est un domaine traditionnel où s'exerce le contrôle étatique. En France, pionnière en la matière, l'action de la CNIL est bien connue. **En mai 2018 ce seront les règles européennes qui entreront en vigueur avec le Règlement Général pour la Protection des Données**

**Personnelles.** Cette nouvelle législation étend le champ couvert notamment aux adresses IP et renforce les droits des personnes en particulier à la portabilité des données. Fait significatif, **les amendes prévues en cas d'infraction n'ont plus rien à voir avec les sanctions prévues jusqu'ici puisqu'elles se calculent désormais en pourcentage du chiffre d'affaires.** Mais cela ne s'arrête pas là, les données non personnelles seront sous le coup du règlement en matière de flux de données non personnelles dans l'UE avec le renforcement des exigences de localisation dans le cadre du Marché Unique Numérique. Ces dispositions seront complétées par la directive Secret des Affaires, qui concerne les données à caractère stratégique. En outre, dans le cadre du paquet « Internet sans crainte », les services de médias et audiovisuels font l'objet de projets de réglementation qui engagent la responsabilité des nouveaux médias sur les contenus, même si le principe de la libre circulation des informations dans l'Union est réaffirmé.

A l'avenir la gouvernance des données fera l'objet d'affrontements entre les Etats et entre ceux-ci et les entreprises du numérique. Dès à présent la procédure judiciaire Gouvernement US contre Microsoft concerne l'accès par les autorités américaines aux données, y compris personnelles, hébergées sur le sol européen. Elle fait suite à celle qui a opposé Le gouvernement US à Apple.

Enfin, le droit même des données fait l'objet de réflexions, notamment en raison de leur rôle central dans les algorithmes apprenants de l'intelligence artificielle. Elles ne sont couvertes ni par les bre-

vets puisque les programmes ne sont pas éligibles à cette protection, ni par les dispositifs existants de protection de la propriété intellectuelle. **La Commission européenne a publié un livre blanc qui suggère la création d'un droit de détention des données** sur une base non exclusive, flexible et extensible, avec une obligation de traçabilité des données à titre de sauvegarde (...) De ce rapide panorama, on peut retenir que la création d'un Marché Unique Numérique Européen d'une part et certaines décisions des États membres de l'UE d'autre part vont dans le sens d'un **cadre réglementaire spécifique au numérique**. Et l'élaboration de celui-ci, nécessairement en retard sur les évolutions technologiques, est en cours, même s'il y a des incertitudes sur le calendrier des décisions. Cela coïncide avec de nombreuses réflexions conduites notamment en France qui soulignent qu'après une période euphorique face aux promesses du numérique, la réalité de son déploiement montre qu'il convient d'adopter une position plus distancée. Ces technologies ne sont pas intrinsèquement synonymes de progrès. (...) **Dans le même temps, beaucoup de questions demeurent sur les orientations qui seront celles du reste du monde. (...) Faute d'accord sur des principes communs, nous sommes face à un risque de balkanisation numérique et physique du monde et le retour à un modèle féodal de protection et dépendance.**

Jean-François Soupizet

### Pour en savoir plus

- [Sur le marché unique numérique](#)
- [Sur le sommet numérique de 2017 \(Tallin\)](#)
- [Sur la protection des données personnelles](#)
- [Sur la propriété intellectuelle des données](#)

Pour contribuer aux travaux de ce groupe, contacter Anne Beaufumé ([anne.beaufume@clubdesvigilants.com](mailto:anne.beaufume@clubdesvigilants.com)) ou Jean-François ([jf@davidjf.com](mailto:jf@davidjf.com))

## Nozha Boujemaa et les algorithmes : les outils de la vigilance sont en chantier



Les algorithmes qui traitent les multiples données que l'on collecte sur nous (les big data) doivent être surveillés. Encore faut-il disposer des outils nécessaires. Leur collecte

et leur perfectionnement sont en cours. C'est ce qu'a expliqué Nozha Boujemaa, directrice de recherche à l'INRIA, Chargée de la plateforme Transalgo, lancée à la suite de la loi pour une République numérique. Elle était l'invitée du Club des vigilants le 12 septembre.

**Sans eux « les données sont inertes » et ils rendent donc des services indéniables à l'homme** quand il s'agit d'exploiter des données de plus en plus massives. **Mais (et le « mais » est de taille) les algorithmes méritent vigilance.** Leurs propriétés évoluent : nous sommes passés de l'observation à l'analyse, puis nous basculons progressivement dans le prédictif et commençons à entrer désormais dans l'ère du prescriptif, qui peut faire basculer des décisions individuelles et présente un caractère nettement intrusif. Or ces algorithmes impactent notre quotidien.

En France, on connaît tous le système APB, qui gère l'accès aux études des jeunes Français après le bac. Aux USA, l'utilisation des algorithmes va plus loin et le prescriptif entre dans les mœurs. Dans le domaine médical par exemple, Watson, le logiciel d'IBM (déjà utilisé pour de multiples autres activités) est capable de diagnostiquer l'existence ou non de cancers en lisant des radios. La sécurité prédictive se développe également Outre-Atlantique, où tel ou tel logiciel de sécurité décide de qui est potentiellement dangereux.

**Les intérêts économiques** sont parfois énormes. Ainsi savons-nous que le chiffre d'affaires d'Amazon provient majoritairement des recommandations d'achat adressées aux clients ? Autre

exemple : les variations de prix (à la hausse...) au cours d'achats en ligne. La GGCCRF reçoit de plus en plus de plaintes sur ce thème. (...)

Or, derrière un algorithme il y a des hommes. Et qui dit humain dit « biais » et « opinions ». **Les algorithmes ne sont pas neutres.** « Des algorithmes sont des opinions » dit même Nozha Boujemaa. C'est pourquoi la loi pour une République numérique (loi Lemaire de 2016) a établi le principe de leur **transparence**. Et c'est l'objet du programme TRANSALGO : au-delà de la mise en place d'un portail pédagogique à destination du grand public, il s'agit de **développer des algorithmes capables d'auditer d'autres algorithmes et d'expliquer précisément ce qu'ils font**. La publication d'un code source ne suffit pas, a-t-elle dit en réponse à une question sur APB qui, bien qu'émanant de l'administration, était un « exemple de non transparence ». Car il n'est pas toujours certains que les algorithmes se comportent comme ils déclarent le faire...

**L'industrie privée a intérêt au développement de ces outils de transparence**, assure-t-elle. Certaines entreprises renoncent ainsi à l'utilisation de programmes de « deep learning » parce qu'on n'est pas capable de leur expliquer vraiment ce qu'il y a dedans. Les entreprises sont également conscientes des risques juridiques qu'elles encourent sachant que les concepteurs des algorithmes ne sont pas forcément ceux qui les exploitent et que le manque de loyauté n'est pas forcément intentionnel (une entreprise n'avait pas conscience que les usagers refusant de fournir leur position GPS étaient néanmoins géolocalisés).

C'est en partant de l'idée forte que « **la réponse n'est pas que technologique** » qu'est né **i2-DRIVE** le nouvel « Institut Convergence » multidisciplinaire lancé par l'INRIA en association avec 14 universités, grandes écoles et instituts de recherche nationaux pour développer la recherche et l'enseignement sur ces sujets (associant donc des scientifiques et des juristes, sociologues, économistes...). Et là, la France apparaît vraiment comme un pays pionnier en la matière !

Nozha Boujemaa s'est montrée peu enthousiaste à l'idée de création de labels, d'instauration de tiers de confiance ou de régulateurs.

« C'est encore prématuré » dit-elle, « on manque des outils d'auditabilité nécessaires aux acteurs de la régulation ».

La vigilance peut aussi se situer au niveau des utilisateurs « finaux »...En réponse à une question, Nozha Boujemaa exprime son optimisme face au développement de transgressions et de contournements par lesquels les individus les plus avertis tentent déjà de mettre en place des garde-fous. Ainsi, un récent article de *Wired*, le magazine des geeks, explique comment leurrer les logiciels de scoring qu'utilisent les banques pour accorder un crédit ou pas. Se multiplient également des comportements de consommateurs



qui se renseignent pour un achat via un navigateur et qui en changent pour commander afin d'éviter les variations de prix ... De petits outils comme

*Lightbeam* (photo) commencent également à voir le jour pour renforcer le niveau d'information des gens et mieux maîtriser les flux de données dans lesquels on est « pisté ».

Contributeurs : A.B, Ariane Chérel, J-C. H., Jean-François Soupizet.

## À lire et à voir également sur [clubdesvigilants.com](http://clubdesvigilants.com)

L'intégralité du compte rendu de cette matinale ainsi que son [enregistrement vidéo](#).

### Commentaire

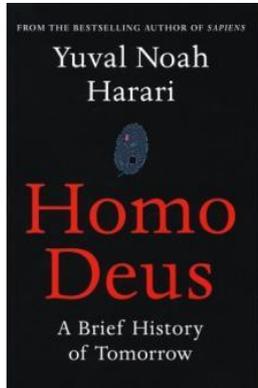
Le passage du prédictif au prescriptif est fondamental pour la liberté humaine et la démocratie. Car le prescriptif sera aux mains d'un petit nombre d'entreprises. La question du contrôle de l'usage des informations, "volées" cent fois par jour à chacun d'entre nous, est essentielle.

Je retiens de ce remarquable échange que l'on commence à s'en préoccuper vraiment. Mais je ne suis pas complètement rassuré.

Olivier Haertig

Et aussi sur [clubdesvigilants.com](http://clubdesvigilants.com)

*Homo Deus : faut-il avoir peur des algorithmes ? Par Jérôme Cazes*



Un nouveau livre de l'auteur du best seller *Homo Sapiens*, Yuval Noah Harari. Avant la parution en français et les critiques, souvent peu favorables, Jérôme avait souligné pour les lecteurs de [www.clubdesvigilants.com](http://www.clubdesvigilants.com) les limites de ce livre écrit trop vite et des argumentations naïves de *Homo Deus, une brève histoire du futur* (450 pages

quand même ; un petit malin propose un « résumé en français »). En gros les datas et algorithmes vont prendre le pouvoir. Thèse plus convaincante si on la prend au second degré, dit Jérôme : « Les algorithmes vont prendre le pouvoir symboliquement, comme hier les dieux Lagashet Shurupak dans l'ancien Sumer et, demain comme hier, ce sont les prêtres du dieu qui seront aux manettes. »

[Texte intégral de la critique](#)

*Pour une nouvelle éthique numérique par Henri-Paul Soulo dre (extraits)*

Nos « valeurs humaines » éprouvées **doivent être adaptées dans leur expression aux nouvelles conditions que nous imposent le numérique**. Il faut redéfinir une nouvelle éthique collective, mais aussi de nouvelles règles de savoir-vivre pour mieux vivre ensemble, tant sur le plan sociétal qu'économique, dans la nouvelle « société numérique » qui s'annonce.

Il faudrait que ce « **savoir-vivre numérique** » soit valable dans toutes les régions du monde... Sinon, après la guerre militaire, puis la guerre économique, nous assisterons impuissant à la **guerre numérique**. Si nous nous n'ouvrons pas rapidement le chantier de telles questions et **si nous n'arrivons pas à convenir, ensemble, de critères éthiques reconnus et acceptés par tous, il y a de grandes chances que le futur de cette discipline échappe de plus en plus aux êtres humains**.

H.-P. S.

## Le Monde et nous

---

### Huber Védrine : Quelle(s) puissance(s) dans un monde semi-chaotique ?



Au cours d'une Matinale du Club des Vigilants, le 16 novembre, **Hubert Védrine** a livré sa vision, réaliste, du système international et des tensions qui le traversent.

Le compte à rebours climatique, la démographie et la révolution numérique sont les **principaux facteurs de changement**. La géopolitique, c'est-à-dire la capacité des acteurs internationaux à diriger les événements, subit leur influence. Ces facteurs modifieront les hiérarchies existantes, la compétitivité écologique deviendra un facteur important de la puissance.

**Il n'y a pas de communauté internationale.** Nous sommes dans un monde instable, pas clairement gouverné, où les Occidentaux ont perdu le monopole de la puissance. L'ONU, les divers « G » (7, 8, 20) sont des cadres mais pas des puissances. La bien-pensance et les sermons pensent le monde tel qu'il devrait être mais ne changent pas la réalité. L'explication du monde global ne fait pas consensus. Elle a varié dans le temps (optimiste dans les années 90, c'est la tendance *fin de l'histoire* avec F. Fukuyama ; pessimiste après le 11 septembre, c'est le *clash des civilisations* avec S. Huntington). Le monde multipolaire des Français agace les Américains qui ne conçoivent pas être un pôle parmi d'autres même si la phase d'hyper-puissance qui a suivi la fin de la guerre froide est terminée. Il n'y a pas de puissance capable de dominer et d'organiser le système international comme Richelieu pendant la guerre de 30 ans. Il y a des crises, mais peu de risques de conflit généralisé du type 1914, notamment parce qu'il n'y a plus d'alliances automatiques. Le nucléaire est un facteur de stabilité et il faut être réaliste quand on

évoque un désarmement total : une dizaine de guerres sont empêchées par la dissuasion. On peut néanmoins réduire les arsenaux en suivant l'exemple français (dissuasion au plus bas).

**L'Europe** a d'abord un problème interne : c'est la fracture entre élites mondialistes et intégrationnistes et classes populaires qui ont décroché. Les élites n'ont pas entendu les alertes de Maastricht (« oui » minimum en France, rejet aux Pays-Bas, pays qui réussit pourtant très bien dans la mondialisation). L'Allemagne aurait probablement répondu non à un référendum tant les Länder s'opposent au grignotage de leurs compétences. On a trop réglementé, on peut être une puissance sans intégrer massivement. Personne à part la France ne veut d'une Europe Puissance. Au-delà des coopérations industrielles, l'Europe de la défense n'existera pas : volonté, esprit de défense, décision, commandement, tout s'y oppose. L'histoire et la tragédie sont sorties des esprits européens qui ont délégué leur sécurité aux Etats-Unis. Le passé pèse trop. Sur un sujet précis, les Européens ne sont jamais d'accord. La carte à jouer est la compétitivité écologique.



**Trump** n'est pas irrationnel, mais exagérément simpliste et brutal. Son élection a eu beau sidérer la bien-pensance mondiale, il est là et son électorat ne le lâche pas. Il ne peut pas détruire l'accord sur le climat mais peut mettre en danger celui avec l'Iran sur le nucléaire. Pour les

Etats-Unis, l'idée de ne plus dominer est intolérable. La rivalité avec la **Chine** va perdurer, il y a trop de compétition entre eux pour évoquer un directoire du type « G2 ». Pour autant une confrontation ouverte est improbable. Le principal risque est en mer de Chine où deux logiques s'affrontent : lac intérieur pour la Chine, liberté de navigation en haute mer pour les EU ; c'est plus sérieux que la crise nord-coréenne. Les Chinois ne sont pas prosélytes, leur montée en puissance sur la scène internationale se fait doucement.



Avec la **Russie**, les torts sont partagés. Lors de l'effondrement de l'URSS, l'administration américaine voulait les couler et les mettre hors-jeu (« c'est nous qui gouvernons ») là où Kohl, Mitterrand et Delors étaient partisans de les aider. L'élargissement de l'OTAN a contredit les promesses de Bush père. Kissinger et Brezinski ont reconnu l'erreur américaine. Avec Poutine III le message est : la Russie paillasson, c'est fini ! La Russie ne veut plus être le vaincu de Versailles, elle exerce son pouvoir de nuisance. Il faut être exigeant et revenir à un esprit coopératif que les « Occidentalistes » français (Sarkozy, Hollande, Fabius, Kouchner) ont perdu. Leur crédo: que la France ne soit pas trop autonome, ne pas critiquer Israël, être dur avec Poutine. Emmanuel Macron peut mener cette politique d'exigence et de dialogue.

L'ordre ancien au **Moyen Orient** est détruit et ne reviendra pas. Aucune puissance régionale n'est en mesure d'imposer un règlement des conflits : l'Iran est isolé, l'Arabie Saoudite n'a pas su tirer profit du retrait iranien après la révolution ; le projet néo-ottoman de la Turquie a échoué ; l'Égypte est faible et dépendante de ses parrains. Les « grandes puissances » n'ont pas de solution, leur influence est faible. Elles observent, telles des vulcanologues, les soubresauts et les crises. En **Syrie**, seule la Russie semble suffisamment motivée pour agir : il y a des dizaines de milliers de familles mixtes et la base de Tartous est stratégique.

Face à l'**islamisme**, il faut cesser de s'auto-flageller ; ce n'est pas un problème de banlieues en France, c'est un problème mondial. Il faut être courageux et dire ce que sont et ce que font les Islamistes sans se prendre les pieds dans la bien-pensance ; on l'a fait avec le catholicisme. Il faut aider les réformateurs musulmans et faire alliance avec eux, notamment les autorités marocaines.

Philippe Bois

En [vidéo](#) sur clubdesvigilants.com des extraits de l'intervention et des réponses aux questions et la version intégrale des échanges.

## Après les troubles en Iran



Les six jours de manifestations et d'émeutes sporadiques qui viennent de se dérouler en Iran\* démontrent la persistance dans la population d'une souffrance diffuse et profonde, alimentée par le chômage, la pauvreté, l'absence de perspectives économiques et politiques, alors que prospère d'autre part une richesse insolente, soutenue par l'État, alimentée par la corruption.

« Occupez-vous de nous », crient les manifestants « plutôt que de vous occuper de la Syrie, du Yémen, du Liban, des Palestiniens ». Il s'agit donc d'un appel au secours, mêlé à la colère qui ose s'exprimer contre le gouvernement, et même contre le Guide suprême. Mais pas de figures de proue, pas de ligne directrice. L'on peut parier que la plupart des gens qui défilent n'ont jamais voté, ou, s'ils ont voté, le faisaient pour ne pas se faire remarquer. À noter que le Mouvement réformateur, qui aurait pu les soutenir, ou au moins leur marquer un peu de sympathie, n'a fait aucun geste en ce sens.

### Entre France et Iran, petit air de famille ?

*Mutatis mutandis*, cette désespérance n'est pas sans évoquer celle de nos banlieues, de nos quartiers, alimentée par des phénomènes un peu comparables. Les images dramatiques des incendies et des destructions de 2005 avaient donné au monde extérieur le sentiment que notre République vacillait sur ses bases. Il n'en était évidemment rien. **La République islamique n'a pas été plus ébranlée par ce qui vient de se passer, décevant tous ceux qui guettent avec constance les signes de son effondrement.**

Une des grandes différences du mouvement avec nos propres troubles c'est qu'il a généré une vingtaine de morts. C'était d'emblée faire apparaître la férocité du régime, qui n'a jamais lésiné pour garantir sa sécurité. Et faire apparaître aussi l'écart qui le sé-

pare d'un État de droit. Encore n'a-t-il pas eu besoin de faire monter en ligne ses Basidji et ses Pasdaran. C'est dire la disproportion des forces en présence, qui condamnait les manifestations à l'échec, dès lors qu'après leur première diffusion à travers le pays, elles ne parvenaient pas à monter en puissance au-delà d'une ou quelques dizaines de milliers de participants, au mieux, pour l'ensemble de l'Iran.

Dans de telles circonstances, les tweets de Donald Trump ont atteint le grotesque et ont aidé le régime à dénoncer, comme il se plaît tant à le faire, la main de l'étranger. Ils ont donc nui au mouvement. La réaction mesurée des Européens a été plus adaptée. Mieux valait en effet, pour la protection même des protestataires, éviter de prendre des positions avantageuses devant leur propre opinion mais qui ne feraient qu'attiser les braises. Comme vient de l'écrire le chercheur et activiste irano-américain Reza Marashi : « les problèmes sont iraniens, les manifestants sont iraniens, et la solution sera iranienne ».

### Et maintenant, l'avenir

Quid de la suite ? À l'heure qu'il est, **la position du président Hassa**



**Rouhani (photo) n'est pas enviable.** Ses marges de manœuvre sont limitées. Il est pris dans l'étau du mécontentement populaire, d'une part, et d'autre part de la surveillance tatillonne du cœur conservateur du régime,

qui ne fait rien pour l'aider. Malgré des efforts louables et quelques succès, **il ne parvient pas à faire émerger la prospérité que la conclusion de l'accord nucléaire laissait espérer, en raison du sabotage de son application par l'administration de Donald Trump.** Il est enfin confronté au chantier gigantesque de la rénovation d'un système économique sclérosé, atteint par la corruption, plombé par les ardoises laissées par Ahmadinejad. Certes, il va faire quelques gestes, en matière de subventions, de distribution de pro-

duits de première nécessité. Il a prononcé des paroles de compréhension et d'apaisement. Mais rien à l'horizon qui modifie la donne. L'on peut donc se préparer à l'idée que dans quelques mois, un an ou deux peut-être, les mêmes causes produiront à peu près les mêmes effets.

Un mot pour ceux qui guettent comme l'aurore la chute du régime. La société iranienne se détache peu à peu, de façon irréversible, des fondements de cette République islamique. Elle n'est cependant pas prête à ce jour à se lancer dans un nouveau cycle révolutionnaire. Celui qu'elle a vécu il y a bientôt quarante ans lui a trop coûté. Mais que le régime n'en retire pas un sentiment de sécurité. S'il ne parvient pas à évoluer, à profondément se réformer, il finira en implosant sous le poids de ses propres blocages, dissensions et contradictions, un peu comme l'Union soviétique ou encore le régime de Franco. À cet égard, le choix du prochain Guide de la Révolution, qui devrait intervenir d'ici à quelques années – Ali Khamenei, né en 1939, a aujourd'hui 78 ans – pourrait jouer un rôle décisif.

\* Publié début janvier 2018, juste après les manifestations.

François Nicoullaud ([nicoullaud.blogspot.com](http://nicoullaud.blogspot.com))

## U.S. Trade Policy: Clearing the Brush – or Pulling up Stakes?

Notre ami Peter Rashish a écrit ce texte avant les taxes sur l'acier et l'aluminium pour son blog de l'AICGS (*American Institute for Contemporary German Studies*). Il explique les deux voies possibles de l'administration Trump pour changer les règles du commerce international dont l'évolution est considérée comme dommageable aux intérêts américains. Réformer le système en continuant à y participer ou *splendide isolement*, toutes les options semblent sur la table.

The Trump administration has been in office for a little over a year now, and it is becoming clear there are **two ways to view its approach to trade policy**.

One is to see the White House as ranchers who have inherited an attractive piece of property, but one that has been neglected over the years. A lot of brush has built up and the land won't be able to reach its potential for grazing until it is cleared away. **For Trump and his team, the brush in the world trading system is the unfairness that the U.S. faces when it tries to trade and invest with countries that do not play by the rules, or under deals whose terms are unfavorable to it.**



**The U.S. administration's main complaints are about China** : that it forces U.S. firms to transfer technology to operate there, and that it subsidizes its state-owned firms, giving them a leg up on world markets compared to private-sector U.S.

companies. **But the Trump White House also thinks there is unfairness baked into a number of agreements the U.S. has signed**, which is why it has launched renegotiations of both NAFTA and the U.S.-Korea Free Trade Agreement.

**In this scenario, once the U.S. is successful in getting the unfairness out of the system through trade-policy tools like anti-dumping and by updating trade deals, the Trump White House will be ready to engage with like-minded countries to create the new rules that the global economy urgently needs—for example to govern digital trade.** If that strategy is kept in mind, then the president's comments at the World Economic Forum in Davos last month about the possibility of the U.S. **rejoining** a revamped Trans-Pacific Partnership -one year after it left that very deal- make some sense.

There is, however, another way to understand the Trump administration's trade policy : as the expression of disgruntled settlers who have given up on the prospects of thriving where they are and

believe it is time to move on and out. **In this view, the constraints imposed upon U.S. freedom of action by the World Trade Organization and by the free trade deals the country has signed have become so intolerable that it is time for the U.S. to renounce its role as the leader of the rules-based trading system.** When the territory becomes inhospitable, better to pull up stakes.

Under this scenario, **the main complaint is that the WTO's dispute resolution system was not set up to deal with the kinds of challenges coming from China.** That is primarily because the expectation when China joined the WTO in 2001 was that over time it would evolve into a different kind of economy—one driven mostly by market forces, not state diktats. It is more than fifteen years later and that has not happened. The White House's **2017 Report to Congress On China's WTO Compliance** goes so far as to say it was wrong for China to join the WTO on the terms that it did. And where the WTO has the wherewithal to adjudicate complaints about Chinese practices, the process is so slow that even when the U.S. ends up on the winning side of a dispute, the damage from unfair trade practices has already been done. **The only conclusion to draw: leave the world trading system to others to sort out.** The U.S., the largest economy on the planet, will do better in the long run by looking out for itself rather than wasting energy on setting global rules.

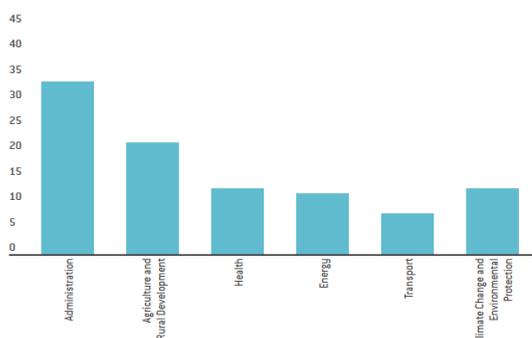
It is too soon to say whether the Trump administration will end up more akin to dedicated ranchers or unhappy settlers. One reliable short-term indicator will be what happens with the NAFTA renegotiations, which are scheduled to wrap up in April. **It is hard to imagine a U.S. administration becoming engaged in building new global trade rules if it is reluctant to make the compromises needed to shore up its own neighborhood.** It is also difficult to know which countries would be willing partners in such an effort, since the lack of trust in the good faith of U.S. negotiators would be immense following the country's decision to withdraw from NAFTA, its most important free trade agreement.

*Peter S. Rashish is a Senior Fellow and Director of the Geoeconomics Program at AICGS.*

**Peter S. Rashish**

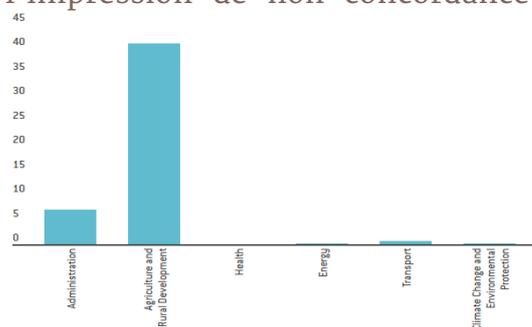
## Comment les Européens imaginent le budget de l'Union européenne.

Les citoyens européens sont convaincus que 34% du budget européen servent uniquement à payer des eurocrates et que c'est le premier poste de dépense alors qu'en réalité les dépenses administratives ont représenté 7% du total en 2016. Ces mêmes citoyens savent que l'Europe dépense beaucoup d'argent pour l'agriculture ; mais ils sont encore bien au-dessous de la réalité. **Malgré leur pessimisme sur la gabegie administrative ils ont une vision relativement idéalisée de l'Union** puisqu'ils lui imaginent des dépenses dans les domaines de la santé, de l'énergie, des transports ou de l'environnement très, très, très au-dessus de la réalité.



C'est Yana Myachenkova, une jeune chercheuse du think-tank européen Bruegel qui a eu l'idée de mettre ainsi en parallèle les perceptions et les réalités. Le premier graphique résume ce qu'imaginent les Européens en 2017, les deux premières piles à gauche représentant la part des frais administratifs et des subventions agricoles. Le deuxième résume la réalité.

Si on va voir les sondages sur lesquels s'appuie la chercheuse l'impression de non concordance entre les citoyens et l'Union



s'accroît encore. En effet quand on leur demande ce qu'ils souhaiteraient les Européens privilégient trois postes de dépense : la santé, l'emploi et politiques sociales, éducation et culture.

\*Pour lire [l'article](#) de Yana Myachenkova.

\*Pour lire les [résultats des sondages](#)

J.-C. H.

## Economie-Finances-Ethique

---

### Ce que le Bitcoin nous dit des valeurs de notre époque.



Notre monde a développé comme jamais **la spéculation financière**. Le Bitcoin en est l'exemple pur. Conçu pour faciliter les transactions, il n'a déclenché les passions qu'en se révélant un formidable outil spéculatif : **une loterie financière mondiale, sans prélèvement fiscal ni plafond des gains** (payés par les nouveaux joueurs aux anciens). Et une loterie « cool » : je participe à une histoire extraordinaire, sans mobiliser aucune expertise technologique, économique ou artistique.

**Notre monde est construit sur la gabegie énergétique et la fraude fiscale**. Le Bitcoin repose bien sur ces moteurs : l'énergie par transaction brûlée par Bitcoin est 3000 fois plus élevée que celle d'une transaction Visa et le système garantit le complet anonymat.

**Notre monde préfère faire confiance à un outil technologique impersonnel qu'à des individus ou des institutions**. Il n'y a pas de boîte noire plus noire que le Bitcoin, qui ne s'appuie sur aucun des réseaux de confiance construits laborieusement par nos collectivités : entreprises, produits, régulateurs, états...

Notre monde est dominé par des puissances économiques qui refusent toute responsabilité collective, la renvoyant sur des états appauvris et discrédités. Le Bitcoin franchit une étape supplémentaire : sans existence juridique, la « collectivité » le Bitcoin est parfaitement irresponsable.

Et nous contemplons avec un étonnement admiratif ce monstre qui nous ressemble tellement...

Jérôme Cazes

## Débat sur le bitcoin

*Philippe Bois*

On peut aussi considérer que le bitcoin

- est un nouveau protocole dont la valeur va se révéler dans le temps, comme IP qui permet au web de fonctionner
- fait reposer la création monétaire sur un algorithme plutôt que sur des décisions humaines et institutionnelles. on aura peut-être de meilleurs résultats
- offre un service décentralisé, universel, transparent, dont toutes les transactions sont publiques
- est la réaction de la foule d'internet contre les intermédiaires (ici les banques) dont la rente vient, fondamentalement, de leur capacité à restreindre/ monnayer/ discriminer l'accès à un service
- nous oblige à penser différemment : une monnaie apatride, coupée des autorités étatiques et bancaires, technologique dont chacun peut s'emparer pour faire avancer ses projets ; bref **le pendant monétaire de ce qui nous réjouit par ailleurs : civic techs, fab lab et wiki en tout genre dont le ressort fondamental est de concurrencer les autorités existantes et les acteurs établis**

*Jérôme Cazes*

Difficile de parler de transparence quand l'attrait principal reste l'opacité. **Une caractéristique de Bitcoin est radicalement originale et potentiellement très positive : l'absence de tout organisme central capable de faire évoluer les paramètres de l'outil.** Une force quand nous doutons de nos capacités de décisions collectives ? Ou une faiblesse mortelle dans un monde faisant du changement la vertu cardinale ?

*Bernard Bougel*

**On peut se demander si le Bitcoin est "durable"**. Car, non seulement il "brûle" une énergie considérable, mais, si l'on en croit certaines spécialistes (voir [ceci](#)), les "mineurs" (ceux qui produisent des Bitcoins et encaissent des commissions) ne gagnent pas vraiment d'argent. Alors, le Bitcoin, feu de paille ?

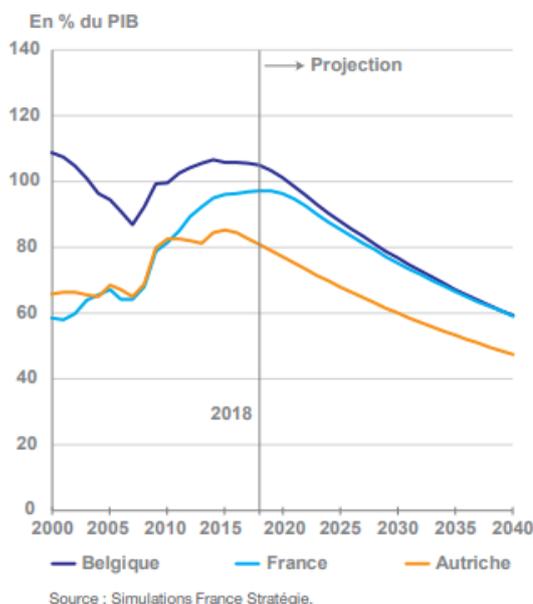
## Dette de l'Etat et patrimoine des Français : l'idée à débattre de France Stratégie



Dans une note sur la soutenabilité des dettes publiques de la zone euro France Stratégie évoque une mesure inédite : **l'Etat décrète qu'il devient copropriétaire de tous les terrains construits résidentiels**. Il devient ainsi créancier d'une somme annuelle correspondant à la rémunération du droit d'occupation du sol dont le paiement peut être différé lors de la vente ou de la transmission. Ni les revenus courants ni les patrimoines professionnels ne sont touchés. La ponction est même favorable à l'activité puisqu'elle lève l'aléa d'une déstabilisation par la dette grâce au **rééquilibrage du bilan patrimonial de l'Etat**.

**Les vingt dernières années ont été terribles pour la dette publique de la zone euro**, passée de 65% à 90% du PIB (56% à 97% en France). La facilité de la dépense publique plutôt que des réformes mais aussi la protection des Européens comptent parmi les causes. Des transferts massifs de revenus sociaux ont accompagné la désindustrialisation et des mécanismes de stabilité ont évité le pire lors de la crise de 2007. Côté conséquences : la **litanie de la paupérisation des producteurs publics de services (santé, police, armée, recherche)**, la rigueur sans fin pour ceux qui ont besoin des revenus sociaux et la menace constante d'une hausse des taux, pudiquement appelée « choc extérieur », dont personne ne sait comment on en sortirait. France Stratégie rappelle que, sur la même période, le patrimoine immobilier, porté par le gonflement de la masse monétaire, augmentait fortement (de 125% à 255% du PIB en France, soit une hausse de près de mille milliards en euros courants), sans toutefois mettre en perspective les écarts considérables dans la distribution de cette manne.

La situation est critique parce que, outre la question de leur acceptation politique, **la viabilité des scénarios de désendettement par**



**L'ajustement budgétaire est douteuse.** Ils reposent sur des hypothèses de croissance et d'inflation (qui dévalorise le stock de dettes) *d'avant la crise de 2008* dont rien ne dit qu'elles sont toujours d'actualité tant les paradigmes monétaire et économique ont été transformés par la crise (« disparition » de l'inflation, stag-

nation de la productivité). France Stratégie calcule l'écart de la dette française à 60% du PIB (critère de stabilité) comme égal à 830 Md d'euros (7,5% du PIB de la zone euro, 38% du PIB France). Au rythme annuel d'un désendettement de 0,5% points de PIB il faut soixante-quinze ans une fois le déficit réglé (-3,4% en 2017) ce qui nécessite encore quelques années. C'est le temps de plusieurs générations. **Plusieurs générations sans marge de manoeuvre budgétaire, c'est-à-dire sans projet politique si ce n'est régater pour maintenir le navire à flot.** Amis populistes, profitez de l'aubaine !

La proposition a provoqué la sidération de Matignon qui a décidé la mise sous tutelle de son think tank, utile rappel que **la liberté de penser est une fonction décroissante de l'activité gouvernementale.** On comprend que Matignon ait pris peur tant est grande sa force de transformation : à la fois éthique, économique et profondément politique. Le risque électoral est à l'aune de la transformation et dépasse de loin la capacité politique d'un simple gouvernement.

Pourtant, dans des circonstances exceptionnelles, **l'Etat sait organiser un transfert massif du risque macroéconomique vers les investisseurs privés.** L'Assemblée constituante accapara les biens du clergé, pilier du régime monarchique, pour fonder le nouveau régime social de la révolution. La dévaluation Poincaré de 1928 prit

4/5<sup>e</sup> de la fortune des épargnants, face aux sacrifices de la guerre leurs récriminations étaient dérisoires. En 1959, le plan Rueff Armand, adossé au capital politique du général de Gaulle, liquida l'entrepreneuriat malthusien et protectionniste et fonda la France de l'expansion.

**Enrichissement sans cause sérieuse des propriétaires privés dans les métropoles, paupérisation des acteurs publics et des *unlucky* qui n'ont pas de patrimoine immobilier, souveraineté corsetée par la dette : politiquement nous pouvons mieux faire !** L'explosion du populisme – en frappante homothétie avec celle de la dette – rappelle à ceux qui l'oublieraient notre piètre performance collective.

**Un grand basculement immobilier est aujourd'hui inaudible. Il nécessiterait un énorme travail politique et juridique mais il ouvrirait un champ des possibles.** Des questions lancinantes telles que la surexploitation des revenus du travail pour financer la protection sociale, les déséquilibres de patrimoines entre générations ou, pourquoi pas, un revenu universel dépasseraient le stade de l'illusion et des pétitions de principe. **Cette réforme serait de droite par son orthodoxie budgétaire et de gauche par l'ampleur de la redistribution qu'elle envisage.** En inspirant nos voisins et partenaires elle deviendrait européenne. Elle pourrait être le socle économique et avant tout politique qui manque au président Macron pour accomplir la transformation qu'il a annoncée.

Philippe Bois

[Le texte de la note](#) de France Stratégie.

Cette tribune a été publiée par Le Monde le 19 octobre 2017

## Commentaires

Olivier Haertig estime que le déficit public « a comme origine le manque de courage et l'opportunisme du politique » et que **le faire payer ainsi aux Français « serait un grand mystère d'iniquité et préparerait pour nos enfants des jours inquiétants ».**

Gilles Mas déplore que la comptabilité publique ne permette pas vraiment de gérer différemment les dépenses courantes et les investissements dont il n'est pas immoral qu'ils soient financés à crédit et payables par plusieurs générations de contribuables. Il souligne d'autre part que l'Etat est déjà propriétaire du sous-sol. « Un droit de propriété différent est à la base de la fortune de nombreux Texans ».

Philippe Tixier estime qu'il faut « prendre la mesure d'un phénomène qui s'est maintenant bien installé, les taux d'intérêts bas » et ajoute « les épargnants sont bien les investisseurs forcés de l'économie actuelle, et c'est très bien comme ça ».

Jean-Claude Hazera craint qu'un désendettement « indolore » n'encourage l'Etat à se ré-endetter immédiatement en attendant la prochaine bonne idée. Il souligne également que, dans l'hypothèse où ce plan serait appliqué, « l'impôt tuerait l'impôt », comme d'habitude, puisque, de l'aveu même de ses auteurs l'annonce de cette mesure « induirait une baisse instantanée de la valeur des biens immobiliers ».

---

## Changement climatique : marché ou long terme il faut choisir

Les calamités météorologiques nous rappellent régulièrement ce qu'une concentration de 400 ppm de CO<sup>2</sup> dans l'atmosphère veut dire. La question est connue et se pose de façon simple : pour contenir la concentration de CO<sup>2</sup> dans une limite acceptable (~450 ppm) il faut que 9/10<sup>e</sup> des énergies fossiles restent là où elles sont.

Le marché ne règlera pas ce problème, les politiques non plus. Ni les uns ni les autres n'ont d'intérêt dans le long terme ; le court terme est consubstantiel à leur activité. **Le marché fonctionne sur l'idée que la valeur d'une ressource est plus importante aujourd'hui que demain et que, pour cette raison, son exploitation privée est préférable à un bien public.** Pour n'importe quel politique, exiger des

électeurs des sacrifices au profit des générations futures équivaut à un suicide électoral. Les électeurs ne sont pas insensibles à la cause de l'écologie mais ils sont pris dans un faisceau d'intérêts, à commencer par l'activité ou la pension qui les font vivre, qui repose sur une exploitation rapide des ressources existantes. Défendre le long terme, c'est-à-dire considérer que la valeur des ressources sera supérieure dans, disons, 100 ans à ce qu'elle est aujourd'hui revient à prendre le parti de groupes humains ultra minoritaires tels les Aborigènes d'Australie ou les Inuits de l'Arctique qui, seuls, donnent une valeur existentielle à l'exploitation parcimonieuse des ressources.



Ces contradictions concernent tout le monde quand on les regarde sous l'angle du taux d'intérêt financier et du rendement perçu. **Plus le taux d'intérêt financier est élevé, plus la valeur donnée au futur est faible ; là est la contradiction fondamentale.**

Pour cette même raison un investissement dont le produit s'exprime en préservation de l'environnement sur le long terme aura, toujours, un rendement inférieur à un investissement dans le système productif tel que nous le connaissons aujourd'hui. Les intérêts financiers faibles, voire négatifs, ont provoqué la frustration d'électeurs vieillissant dont les revenus sont directement liés à la rémunération de l'épargne accumulée pendant leur activité. Un rendement capable de garantir le standard de vie attendu par ces électeurs-épargnants entraîne, nécessairement, une exploitation des ressources telle qu'elle s'est faite jusqu'à maintenant : un rendement différé dans le temps n'a aucun intérêt pour eux. L'Aborigène d'Australie et l'Inuit de l'Arctique sont des obstacles objectifs à leurs besoins qui, ne nous leurreront pas, sont aussi les nôtres.

Si l'on admet que le changement climatique induit, à long terme, un risque fondamental sur la soutenabilité de l'activité humaine on a un problème. **Le système, tel qu'il existe ne permettra pas la ré-**

volution copernicienne qui consiste à donner une valeur immédiate à l'absence de consommation d'énergie, et d'autres ressources naturelles, dont le bénéfice s'exprimera sur le long terme. Les activités militantes corrigeront à la marge l'impact des décisions du marché. La science économique démontre que les intérêts privés organisés en groupes restreints ont une efficacité dans la prise de décision publique toujours supérieure à celles des groupes militants représentant une population vaste mais dispersée.

Gardons-nous de jugements moraux sur le marché, il a été une étape historique d'une remarquable efficacité pour maximiser le bien-être individuel. **Aujourd'hui, le marché retarde la révolution écologique comme la scolastique retarda la révolution scientifique du 17<sup>e</sup> siècle : il est un langage qui ne fournit pas, et ne peut pas fournir, les outils et les concepts nécessaires. Ce n'est pas un problème de cupidité, c'est un problème de concepts.** La scolastique avec ses jeux verbaux qui décrivaient l'apparence des phénomènes sans jamais rien expliquer des causes ne pouvait pas aboutir aux lois de la dynamique qui ont transformé le monde. C'est l'observation du réel et la progression de la langue mathématique qui ont fait la révolution ; à partir des lois de Newton, 300 ans ont suffi pour arriver sur la lune. La scolastique ne comprenait rien aux causes, le marché ne comprend rien aux conséquences ; le long terme est dans l'angle mort de sa compréhension.

L'esprit médiéval se lézarda avant de se dissoudre dans la modernité. Nous en sommes probablement là. Les initiatives sont nombreuses, elles touchent à l'éthique, au droit, à la politique, à la gouvernance internationale ; de nombreuses expérimentations testent d'autres lois économiques. La révolution scientifique fut une catalyse où le génie de quelques-uns fut progressivement institutionnalisé par des princes visionnaires qui finançaient l'effort de recherche et des groupes sociaux dynamiques conscients des impasses et désireux de passer à *l'étape suivante*. Comme au 17<sup>e</sup> siècle, il faudra aller contre l'ordre établi qui perpétue des évidences parce qu'elles sont confortables et permettent, à court terme, une relative tranquillité. Comme l'on disait à l'époque, il faudra être téméraire.

Ph. B. (Texte publié dans *Les Echos*)

## Débat : le salarié doit-il devenir un actif comptable de l'entreprise ?

Les salariés, qui sont aujourd'hui une « charge » pour la comptabilité des entreprises pourraient-ils devenir un « actif » au bilan et ceci transformerait-il le fonctionnement des entreprises et les rapports que les salariés ont avec elles ? Lancée par Henri-Paul Soulodre, l'idée a fait écho chez Jérôme Cazes qui nous renvoie aux très intéressants travaux de Valérie Charolles, normalienne, philosophe, énarque, aujourd'hui chercheuse, qui a fait une communication, précisément sur ce sujet, au Collège des Bernardins en février.



Contexte, le Président de la République a lancé une réflexion sur la finalités de l'entreprise dont on devrait retrouver quelques traductions législatives

dans la future loi PACTE, portée par Bruno Le Maire, le ministre des Finances, qui a déjà donné lieu à un appel à contributions des citoyens dont les résultats sont [consultables en ligne](#). Un rapport à a été demandé à Nicole Notat ancienne secrétaire générale de la CFDT, et à Jean-Dominique Sénard, président sortant du groupe Michelin. Le think tank Terra Nova a déjà publié ses propres propositions.

**La mesure symbolique la plus forte évoquée par plusieurs participants à ce débat serait la réécriture des articles 1832 et 33 du code civil** pour que le profit ne soit plus considéré comme l'objet unique de l'entreprise. **La redéfinition comptable du travail aurait également un fort impact car la question n'est pas uniquement technique mais est également idéologique**, comme le souligne Valérie Charolles.

Henri-Paul Soulodre, qui a l'expérience de l'entreprise évoque l'idée de **considérer « l'acteur salarié » (sorte de fournisseur lié en exclusivité à l'entreprise par contrat de long terme, le CDI) non pas comme un poste d'achat (donc de charges) mais comme un bien immatériel amortissable sur sa durée de vie professionnelle**. Dans

ce cas, les rémunérations de ces salariés en CDI deviennent comptablement des "amortissements".

Ainsi, la "valeur patrimoniale" de l'entreprise, deviendrait fonction du salaire instantané moyen et de la durée d'amortissement moyenne de l'ensemble des collaborateurs. Cela pourrait, dit-il, changer beaucoup de choses dans la valeur financière des sociétés cotées ou non...



Valérie Charolles a traité très précisément de ces questions au Collège des Bernardins en faisant remarquer que « sur le plan comptable et financier, il est plus intéressant d'acheter un logiciel ou un matériel que d'embaucher un salarié ». **La situation comptable des salariés s'est même**

**dégradée**, dit-elle : « En plus de constater la masse salariale dans leur compte de résultat, les entreprises doivent maintenant faire figurer dans leur passif tous les avantages du personnel postérieurs à l'emploi. » Il s'agit des compléments de retraite, indemnités de fin de carrière, contrats de prévoyance, droit individuel à la formation, intéressement, participation, compte-épargne temps... **Au terme d'une brillante analyse la chercheuse conclut qu'il n'y a pas de raison de ne pas traiter comme des investissements au moins les dépenses de recrutement et de formation. Elle évoque comme une possibilité la création d'un actif salarial contractuel qui donnerait « une assise financière à la présence des salariés dans les conseils d'administration ».**

Jérôme Cazes est déçu par le peu d'ampleur des propositions.

« Mon sentiment, dit-il, est que les choses ne peuvent bouger (peut-être...) que si on fait des salariés de vrais actionnaires. On pourrait imaginer de définir un statut simple (et encouragé) de société intermédiaire entre la SAS et la SCOP, prévoyant,

- des apports initiaux en capital et en travail,
- deux classes d'actions,

- l'attribution d'actions du second type à tous/certains salariés, au gré des créateurs,
- des règles de cession entre salariés en cas de départ,
- et une minorité de blocage à préciser dans un pacte d'actionnaires, accordée au capital salarié (sur le modèle des sociétés de presse).

Terra Nova défend aussi l'idée de développer l'intéressement et l'actionnariat salarié. Les avant-projets de PACTE, loi qui portera également sur tout un ensemble de dispositions favorables à la création et au développement des entreprises, évoquent également le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (y compris en facilitant la reprise des entreprises par les salariés) ainsi que la possibilité pour les entrepreneurs qui le souhaitent « d'adopter un objet social élargi » (il y aurait déjà 5 000 « benefit corporations » aux Etats-Unis).

**Mais pour le moment il n'est pas question dans les projets officiels de demander à la comptabilité de regarder d'un autre œil les salariés, leur rémunération et leurs contrats.**

J-C H.

## Ethique et économie continue



Depuis deux ans, nous avons rendu compte régulièrement des passionnantes conférences sur l'éthique et l'économie libérale organisées à l'Institut par Bernard Esambert, ancien président du Club des vigilants, et Bertrand

Collomb. Elles ont pris fin mais devraient être suivies dans quelques temps par une grande conférence finale pour adopter un document qui puisse servir de guide éthique au monde des affaires. Une partie au moins des textes restent disponibles sur <https://fondationethiqueeconomie.wordpress.com/> et l'ensemble des conférences devrait être réuni prochainement dans un livre.

J-C H